

primordial. Pourrais-je, cependant, mentionner un secteur auquel, à mon avis, nous pourrions apporter une contribution appréciable et importante.

Quand on s'arrête aux conclusions tirées par Barbara Ward et d'autres qui se sont penchés sur la question depuis des années, il saute aux yeux qu'une grande partie des programmes d'aide à l'étranger n'atteignent pas leurs buts. La population de certains pays se multiplie à tel point que, l'aide étrangère a beau faire, c'est à peine si les gens en bénéficient. Peut-être faudra-t-il recourir à d'autres moyens pour accumuler du capital, afin qu'ils puissent atteindre un niveau supérieur de progrès. Nul doute qu'il existe des secteurs où il peut s'accomplir de grandes choses, pour peu qu'on y concentre ses efforts. Barbara Ward dit:

Trois siècles durant, la race blanche a occupé une place dominante dans le monde. Ses membres ont pu imposer leurs préjugés sur toute la surface du globe parce que, en fait, ils régnaient sur le monde entier.

En évoquant ce qui vient de se passer à Dallas et d'autres malheureux incidents dont ont parlé des membres distingués de la Chambre, j'en arrive à la conclusion qu'il est peut-être du devoir moral du Canada, aussi bien que dans son intérêt politique, de se mêler dans une certaine mesure des grands problèmes raciaux qui se posent dans le monde. Où pourrait-il le faire? Maintes autorités en la matière prétendent que, s'il est un endroit où nous pourrions être de la plus grande utilité, c'est bien dans les Antilles.

**M. Byrne:** Puis-je poser une question à l'honorable député? Ne sait-il pas que, alors qu'il était absent pour assister à une conférence, nous avons augmenté notre aide à l'étranger de 70 millions de dollars?

**M. Matheson:** J'ai été heureux de l'apprendre. Je crois avoir lu la nouvelle dans deux journaux étrangers.

Pourrais-je vous citer un texte de M<sup>lle</sup> Doris Johnson? Le voici:

Le Canada manque son coup dans les Antilles. Il devrait être parmi les premiers à les aider. La Russie s'empresse de prêter main-forte aux pays sous-développés. J'aimerais que le Canada étende son plan de Colombo à l'amélioration de l'éducation dans notre hémisphère.

Je sais ce que fait le Canada en ce qui concerne le plan de Colombo. Quant au programme d'aide aux Antilles, le ministère a eu l'amabilité de me fournir des réponses détaillées au sujet des peuples, des endroits et du travail accompli. Je sais ce qui se fait en rapport avec le programme spécial du Commonwealth pour l'aide à l'Afrique, le programme d'aide pour fins d'éducation aux États africains indépendants de langue française et, dans une catégorie un peu différente,

[M. Matheson.]

le programme de bourses d'étude du Commonwealth. Mais s'il y a une région qui devrait être plus sensible que toutes autres à un élargissement du programme d'aide, ce sont les Antilles. Je crois que le Canada doit établir des relations spéciales avec nos voisins du Commonwealth aux Antilles, relations qui devraient être aussi étroites et fructueuses qu'une union politique en quelque sorte. Je ne parle pas de fédération. Je parle d'engagements à caractère personnel dans la région des Antilles. C'est une des parties du monde les plus en effervescence. A longue échéance, c'est une région où nous pourrions faire énormément pour empêcher le désordre à l'avenir, en plus de relever les conditions de vie de nos frères humains.

Nous croyons que la pauvreté est d'une autre époque. Nous croyons qu'un pays aussi riche que le nôtre et qui a une population de 20 millions, pourrait s'intéresser à ses amis dans cette partie du monde et, sans prendre un air de condescendance ou un air supérieur, nous pourrions beaucoup favoriser leur bien-être. Je crois que le Canada devrait faire un très gros effort dans le domaine de l'éducation et de l'assistance technique dans les Caraïbes. C'est aux Antilles que nous devrions surtout nous mettre en évidence, c'est là que nous devrions nous faire valoir et nous prouver, à nous-mêmes ainsi qu'aux autres, nos bonnes intentions envers tous les peuples de la terre.

On peut prétendre, comme beaucoup de chroniqueurs l'ont fait, que la bonne façon de contribuer aux programmes d'aide à l'étranger, c'est de concentrer nos efforts. Nous avons commis des erreurs au Canada par le passé, dans le domaine de la défense, par exemple, en concevant certains genres d'armes mais sans aller jusqu'au bout. Les idées étaient bonnes, mais elles n'ont pas été poussées assez loin. Il faut être vraiment audacieux et ne pas se contenter de faire des projets pour un, deux, trois ans, mais pour une décennie d'expansion. Il est possible d'invoquer de solides arguments en faveur de la spécialisation. Des hommes possédant une vaste expérience, par exemple Paul Hoffman du Fonds spécial des Nations Unies, Eugene Black, de la Banque mondiale, et le Canadien Nick Cavell, nous ont dit qu'il faudrait au moins donner quelques preuves d'efforts concentrés dans le domaine de l'aide.

Je n'oublie pas que par le passé nous avons participé à des programmes multilatéraux et que nous y participons encore, bon nombre d'entre eux se rapportant à des organismes des Nations Unies. Il y a aussi des accords bilatéraux. Il s'agit de nos frères, de nos amis du Commonwealth, et s'il y a des hommes vers qui ils peuvent se tourner pour obtenir